

# DESTINS DES RÉVOLUTIONS...

*Nous adressons ces quelques réflexions à vous qui avez osé refuser de fermer et vos yeux et votre esprit tout au long de ces dernières années.*

*Vous étiez, de cœur, par dignité, aux côtés de ces Algériens que votre armée, votre gouvernement, vos partis, votre nation assassinaient quotidiennement.*

*Vous aviez compris que le retour de De Gaulle était ce que vous deviez payer pour le prix de l'incapacité des gauches à apporter une solution au problème algérien.*

*Vous saviez que l'O.A.S. est un produit du Gaullisme et que cette organisation n'existe que par et pour le pouvoir. Vous avez manifesté et milité pour la fin de la guerre d'Algérie, vous avez applaudi au cessez-le-feu.*

*Et maintenant, malgré les accords d'Évian ou peut-être à cause d'eux parce qu'ils sont inséparables d'un certain référendum, vous avez ce sentiment très net d'avoir été trompés.*

*Nous pensons que ces réflexions peuvent aussi être utiles aux combattants, aux militants des ex-pays colonisés et qui viennent, ou, qui vont acquérir leur juste indépendance.*

*Qu'est ce qui permet donc aux bourgeoisies politiques et économiques d'escamoter toutes les aspirations, toutes les luttes, toutes les révolutions populaires, d'en profiter pour asservir et agrandir leur nomination.*

**Henri KLÉBER.**

-----

«C'est l'État. C'est l'accroissement continu et l'élargissement des fonctions de l'État, basé sur cette fondation bien plus solide que la religion ou le droit d'hérédité: la loi. Et tant que l'État durera, tant que la loi restera sacrée aux gens des peuples, tant que les révolutions à venir travailleront au maintien et à l'élargissement des fonctions de l'État et de la loi, les bourgeois seront sûrs de conserver le pouvoir et de dominer les masses. Les légistes constituant l'État omnipotent, c'est l'origine de la bourgeoisie et c'est encore l'État omnipotent qui fait la force actuelle de la bourgeoisie.

Par la loi et l'État les bourgeois se sont saisis du capital et ils ont constitué leur autorité. Par la loi et l'État, ils la maintiennent. Par la loi et l'État, ils promettent encore de réparer les maux qui rongent la société.

En effet, tant que toutes les affaires du pays seront remises à quelques-uns, et que ces affaires auront la complexité inextricable qu'elles ont aujourd'hui, les bourgeois pourront dormir tranquilles. Ce sont eux qui, reprenant la tradition romaine de l'État omniscient, ont créé, élaboré, constitué ce mécanisme; ce sont eux qui en furent les soutiens à travers l'histoire moderne. Ils l'étudient dans leurs universités; ils le maintiennent dans leurs tribunaux, ils l'enseignent à l'école; ils le propagent, l'inculquent par la voie de leur presse.

Leur esprit est si bien façonné à la tradition de l'État, que jamais ils ne s'en départissent, même dans leurs rêves d'avenir. Leurs utopies en portent le cachet. Ils ne peuvent rien concevoir en dehors des principes de l'État romain, concernant la structure de la société. S'ils rencontrent des institutions développées en dehors de ces conceptions, ils les brisent plutôt que d'en reconnaître la raison.

Si par malheur, lors de prochaines révolutions, le peuple, encore une fois, ne comprend pas que sa mission historique est de briser l'État, créé par les codes de Justinien et les édits du pape; s'il se laisse encore une fois éblouir par les conceptions romaines «*légales*» d'État et de propriété (ce à quoi les socialistes autoritaires travaillent durement), alors il devra encore une fois abandonner le soin d'établir cette organisation à ceux qui en sont les représentants historiques, les bourgeois.

S'il ne comprend pas que la vraie raison d'être d'une révolution populaire est de démolir l'État, nécessairement hiérarchique, pour rechercher à sa place la libre entente des individus et des groupes la fédération

libre et temporaire, chaque fois dans un but déterminé; s'il ne comprend pas qu'il faut abolir la propriété et le droit de l'acquérir, supprimer le gouvernement des élus, qui est venu se substituer au libre consentement de tous; si le peuple renonce aux traditions de liberté de l'individu, de groupement volontaire et du libre consentement devenant la base de règles de conduite, traditions qui ont fait l'essence de tous les mouvements populaires précédents et de toutes les institutions de création populaire; s'il abandonne ces traditions et reprend celles de la Rome romaine et catholique, alors il n'aura que faire dans la révolution; il devra laisser tout à la bourgeoisie, et se borner à lui demander quelques concessions.

Le peuple a essayé à plusieurs reprises de rentrer dans les cadres de l'État, de s'en emparer, de s'en servir. Il n'y a jamais réussi.

Et il finissait toujours par abandonner ce mécanisme de hiérarchies et de lois à d'autres que lui: au souverain après les révolutions du seizième siècle, aux bourgeois après celle du dix-septième en Angleterre et du dix-huitième en France (1).

La bourgeoisie au contraire, s'est entièrement identifiée avec le droit des Etats. C'est ce qui lui donne cette unité de pensée qui nous frappe à chaque instant.

En effet, un Ferry peut détester un Clemenceau; un Floquet, un Freycinet, un Ferry peuvent méditer les coups qu'ils préparent pour arracher la présidence à un Grévy ou à un Carnot (2). Le pape et son clergé peuvent haïr les trois compères et leur couper l'herbe sous les pieds; le boulangiste peut envelopper dans ses haines le clergé et le pape, Ferry et Clemenceau - tout cela se peut et cela se fait. Mais quelque chose de supérieur à ces inimitiés les unit tous, depuis la cocotte des boulevards, jusqu'au mielleux Carnot; depuis le ministre jusqu'au dernier professeur d'un lycée laïque ou religieux. C'est le culte de l'autorité.

Ils ne peuvent concevoir la société sans un gouvernement fort et obéi. Sans la centralisation, sans une hiérarchie, rayonnant depuis Paris ou depuis Berlin jusqu'au dernier garde-champêtre et faisant marcher le dernier hameau sur les ordres de la capitale, ils ne voient que l'émiettement. Sans un code - création commune des Montagnards de la Convention et des princes de l'Empire - ils ne voient qu'assassinats, incendies, coupe-gorges dans les rues, sans la propriété garantie par le code, ils ne voient que des champs déserts et des villes en ruines, sans une armée, abrutie jusqu'au point d'obéir aveuglément à ses chefs, ils voient le pays en proie aux envahisseurs; et sans les juges enveloppés d'autant de respect que le *Corpus Dei* l'était au moyen âge, ils ne prévoient que la guerre de chacun contre tous. Le ministre et le garde-champêtre, le pape et l'instituteur sont absolument d'accord sur ces points. C'est ce qui fait leur force commune».

**Pierre KROPOTKINE**  
«*Les Temps Nouveaux*»  
1893

-----

(1) Nous pourrions dire de même: à la bourgeoisie du Parti en Union soviétique au vingtième siècle.

(2) Nous laissons aux lecteurs le soin de se livrer à ce petit jeu qui consiste à retirer les noms propres à l'époque où furent écrites ces lignes et à les remplacer par Thorez, Mollet, Mendès-France, Debré, Pinay, De Gaulle, OAS. La liste proposée n'étant limitative ni par le nombre ni par le lieu ou le temps.